|  |  |
| --- | --- |
| Parlement européen2014-2019 |  |

<Commission>{JURI}Commission des affaires juridiques</Commission>

<RefProc>2016/0412</RefProc><RefTypeProc>(COD)</RefTypeProc>

<Date>{06/12/2017}6.12.2017</Date>

<TitreType>AVIS</TitreType>

<CommissionResp>de la commission des affaires juridiques</CommissionResp>

<CommissionInt>à l’intention de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures</CommissionInt>

<Titre>sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et de confiscation</Titre>

<DocRef>(COM(2016)0819 – C8-0002/2017 – 2016/0412(COD))</DocRef>

Rapporteur pour avis: <Depute>Pavel Svoboda</Depute>

PA\_Legam

JUSTIFICATION SUCCINCTE

Selon les dernières recherches, les marchés illicites dans l’Union européenne ont généré environ 110 milliards d’euros, soit approximativement 1°% du PIB de l’Union, en 2010. Confisquer les bénéfices générés par des activités criminelles et faire en sorte que le «crime ne paie pas» constitue donc un moyen très efficace de lutter contre la criminalité. La saisie des avoirs générés par des activités criminelles vise à prévenir et à combattre la criminalité, y compris la criminalité organisée, à indemniser les victimes, et à fournir des fonds supplémentaires réinvestis dans des activités répressives ou dans d’autres initiatives destinées à prévenir la criminalité.

Cependant, et bien que les statistiques soient limitées, le montant actuellement récupéré sur les fonds générés par la criminalité au sein de l’Union ne représente qu’une faible proportion du total: on estime à 98,9 % la part des bénéfices issus de la criminalité qui ne sont pas confisqués et restent donc à la disposition des criminels. Disposer d’un régime opérationnel de recouvrement des avoirs est une condition préalable s’il y a lieu de saisir un plus grand nombre d’avoirs d’origine criminelle. Cela inclut un cadre efficient de reconnaissance mutuelle pour les décisions de gel et de confiscation.

AMENDEMENTS

La commission des affaires juridiques invite la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, compétente au fond, à prendre en considération les amendements suivants:

<RepeatBlock-Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>1</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 3</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (3) Le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime figurent parmi les moyens les plus efficaces de lutte contre la criminalité.L’Union européenne est résolue à assurer une identification, une confiscation et une remise en circulation plus efficaces des avoirs d’origine criminelle24. | (3) Le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime figurent parmi les moyens les plus efficaces de lutte contre la criminalité***, les violations de la loi, orchestrées notamment par les bandes organisées, et le terrorisme, car cela prive les criminels des produits de leurs activités illégales et empêche les terroristes d’organiser des attentats***. L’Union européenne est résolue à assurer une identification, une confiscation et une remise en circulation plus efficaces des avoirs d’origine criminelle24. ***Les avoirs confisqués remis en circulation pourront être destinés à des mesures de respect de la loi, de prévention de la criminalité ou d’indemnisation des victimes.***  |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 24 «Le programme de Stockholm – une Europe ouverte et sûre qui sert et protège les citoyens» (JO C 115 du 4.5.2010, p. 1). | 24 «Le programme de Stockholm – une Europe ouverte et sûre qui sert et protège les citoyens» (JO C 115 du 4.5.2010, p. 1). |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>2</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 4</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (4) La criminalité étant souvent de nature transnationale, l’efficacité de la coopération transfrontière est essentielle en vue de saisir et de confisquer les produits et les instruments du crime. | (4) La criminalité étant souvent de nature transnationale, l’efficacité de la coopération transfrontière est essentielle en vue de saisir et de confisquer les produits et les instruments du crime. ***L’amélioration de la coopération entre les États membres et les pays tiers dépend de la modernisation des actes législatifs en la matière et de leur mise en œuvre, ce qui nécessite des mesures résolues, rapides et cohérentes.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>3</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 7 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(7 bis)*** ***Les organisations criminelles blanchissent les produits illicites des crimes perpétrés en les réinvestissant massivement dans l’économie légale en Europe. Ces capitaux, une fois réinvestis, font peser une lourde menace sur la libre entreprise et faussent gravement la concurrence.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>4</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 7 ter (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(7 ter)*** ***La criminalité organisée, la corruption et le blanchiment de capitaux font peser de graves menaces sur l’économie de l’Union européenne, notamment parce qu’ils privent les États membres et l’Union dans son ensemble d’importantes recettes fiscales et qu’ils nuisent à la fiabilité des projets bénéficiant de fonds européens, puisque les organisations criminelles évoluent souvent dans des secteurs qui relèvent de la gestion publique.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>5</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 11</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (11) Pour garantir une reconnaissance mutuelle effective des décisions de gel et de confiscation, il convient de mettre en place les règles sur la reconnaissance et l’exécution de ces décisions au moyen d’un acte de l’Union qui soit juridiquement contraignant et directement applicable. | (11) Pour garantir une reconnaissance mutuelle effective des décisions de gel et de confiscation, il convient de mettre en place les règles sur la reconnaissance et l’exécution de ces décisions au moyen d’un acte de l’Union qui soit juridiquement contraignant et directement applicable ***dans un champ plus large que les autres actes juridiques en vigueur actuellement et contienne des dispositions claires permettant d’ordonner le gel et la confiscation d’avoirs. Afin de garantir que les décisions soient reconnues et exécutées sans délai au sein de l’Union, il est essentiel de mettre en place un instrument unique de reconnaissance mutuelle des décisions de gel et de confiscation, doté d’un certificat et d’un modèle standard et assorti de règles et de délais contraignant***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>6</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 12</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (12) Il importe de faciliter la reconnaissance mutuelle et l’exécution des décisions de gel et de confiscation de biens en établissant des règles qui obligent un État membre à reconnaître et à exécuter sur son territoire les décisions de gel et de confiscation émises par un autre État membre dans le cadre d’une procédure pénale. | (12) Il importe de faciliter la reconnaissance mutuelle et l’exécution des décisions de gel et de confiscation de biens en établissant des règles qui obligent un État membre à reconnaître et à exécuter sur son territoire***, dans les meilleurs délais et sans formalités supplémentaires,*** les décisions de gel et de confiscation émises par un autre État membre dans le cadre d’une procédure pénale. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>7</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 16</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (16) Le présent règlement ***n’a pas pour effet de modifier*** l’obligation de respecter les droits fondamentaux et les principes juridiques fondamentaux consacrés par l’article 6 du TUE. | (16) Le présent règlement ***ne remet pas en cause*** l’obligation de respecter les droits fondamentaux et les principes juridiques fondamentaux consacrés par l’article 6 du TUE. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>8</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 17</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (17) Le présent règlement respecte les droits fondamentaux et observe les principes reconnus par la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne (la charte) et la convention européenne de sauvegarde des droits de l’homme et des libertés fondamentales (la CEDH). Il convient d’appliquer le présent règlement conformément à ces droits et principes. | (17) Le présent règlement respecte les droits fondamentaux et ***procéduraux et*** observe les principes reconnus par la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne (la charte) et ***par*** la convention européenne de sauvegarde des droits de l’homme et des libertés fondamentales (la CEDH). Il convient d’appliquer le présent règlement conformément à ces droits et principes. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>9</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 18</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (18) Il y a lieu d’appliquer le présent règlement ***en tenant compte des*** directives 2010/64/UE30, 2012/13/UE31, 2013/48/UE32, 2016/34333, 2016/80034 et 2016/191935 du Parlement européen et du Conseil, qui portent sur les droits procéduraux dans le cadre des procédures pénales. | (18) Il y a lieu d’appliquer le présent règlement ***conformément aux*** directives 2010/64/UE30, 2012/13/UE31, 2013/48/UE32, 2016/34333, 2016/80034 et 2016/191935 du Parlement européen et du Conseil, qui portent sur les droits procéduraux dans le cadre des procédures pénales. |
| \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| 30 Directive 2010/64/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 relative au droit à l’interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales (JO L 280 du 26.10.2010, p. 1). | 30 Directive 2010/64/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 relative au droit à l’interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales (JO L 280 du 26.10.2010, p. 1). |
| 31 Directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l’information dans le cadre des procédures pénales (JO L 142 du 1.6.2012, p. 1). | 31 Directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 relative au droit à l’information dans le cadre des procédures pénales (JO L 142 du 1.6.2012, p. 1). |
| 32 Directive 2013/48/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 relative au droit d’accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d’arrêt européen, au droit d’informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires (JO L 294 du 6.11.2013, p. 1). | 32 Directive 2013/48/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 relative au droit d’accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d’arrêt européen, au droit d’informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires (JO L 294 du 6.11.2013, p. 1). |
| 33 Directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d’innocence et du droit d’assister à son procès dans le cadre des procédures pénales (JO L 65 du 11.3.2016, p. 1). | 33 Directive (UE) 2016/343 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 portant renforcement de certains aspects de la présomption d’innocence et du droit d’assister à son procès dans le cadre des procédures pénales (JO L 65 du 11.3.2016, p. 1). |
| 34 Directive (UE) 2016/800 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative à la mise en place de garanties procédurales en faveur des enfants qui sont des suspects ou des personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales (JO L 132 du 21.5.2016, p. 1). | 34 Directive (UE) 2016/800 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative à la mise en place de garanties procédurales en faveur des enfants qui sont des suspects ou des personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales (JO L 132 du 21.5.2016, p. 1). |
| 35 Directive (UE) 2016/1919 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 concernant l’aide juridictionnelle pour les suspects et les personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales et pour les personnes dont la remise est demandée dans le cadre des procédures relatives au mandat d’arrêt européen (JO L 297 du 4.11.2016, p. 1). | 35 Directive (UE) 2016/1919 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 concernant l’aide juridictionnelle pour les suspects et les personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales et pour les personnes dont la remise est demandée dans le cadre des procédures relatives au mandat d’arrêt européen (JO L 297 du 4.11.2016, p. 1). |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>10</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 22</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (22) L’autorité d’exécution devrait reconnaître une décision de confiscation sans autre formalité et prendre les mesures nécessaires à son exécution. La décision relative à la reconnaissance et à l’exécution de la décision de confiscation devrait être prise et la confiscation devrait avoir lieu avec la même célérité et priorité que dans le cadre d’une procédure nationale similaire. Des délais ***devraient*** être ***fixés*** afin de garantir la rapidité et l’efficacité de la décision ***et*** de ***l’exécution de la décision*** de ***confiscation***. | (22) L’autorité d’exécution devrait reconnaître une décision de confiscation sans autre formalité et dans un délai raisonnable, et prendre les mesures nécessaires à son exécution. La décision relative à la reconnaissance et à l’exécution de la décision de confiscation devrait être prise ***dans les meilleurs délais*** et la confiscation devrait avoir lieu avec la même célérité et ***la même*** priorité que dans le cadre d’une procédure nationale similaire. ***Le présent règlement devrait fixer*** des délais ***au terme desquels les différentes étapes de la procédure devront*** être ***réalisées*** afin de garantir la rapidité et l’efficacité de la décision de ***confiscation et*** de ***son exécution***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>11</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 24</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (24) L’autorité d’exécution devrait reconnaître une décision de gel sans ***autre formalité*** et prendre immédiatement les mesures nécessaires à son exécution. La décision relative à la reconnaissance et à l’exécution de la décision de gel devrait être prise et le gel devrait avoir lieu avec la même célérité et priorité que dans le cadre d’une procédure nationale similaire. Des délais ***devraient être fixés*** afin de garantir la rapidité et l’efficacité de la décision et de l’exécution de la décision de gel. | (24) L’autorité d’exécution devrait reconnaître une décision de gel sans ***formalités ni délais supplémentaires*** et prendre immédiatement les mesures nécessaires à son exécution. La décision relative à la reconnaissance et à l’exécution de la décision de gel devrait être prise ***dans les meilleurs délais*** et le gel devrait avoir lieu avec la même célérité et ***la même*** priorité que dans le cadre d’une procédure nationale similaire. ***Le présent règlement devrait fixer*** des délais ***stricts au terme desquels les différentes étapes de la procédure devront réalisées*** afin de garantir la rapidité et l’efficacité de la décision et de l’exécution de la décision de gel. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>12</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 26</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (26) ***La*** reconnaissance et ***l’exécution*** d’une décision de gel ou de confiscation ne ***devraient pas*** être ***refusées*** pour ***des*** motifs ***autres que ceux mentionnés*** dans le présent règlement. En particulier, ***il devrait être possible pour*** l’autorité d’exécution de ne pas reconnaître ni d’exécuter une décision de confiscation sur la base du principe non bis in idem, des droits de toute partie intéressée ou du droit d’assister à son procès. | (26) ***Le refus de*** reconnaissance et ***d’exécution*** d’une décision de gel ou de confiscation ne ***devrait*** être ***possible que*** pour ***les*** motifs ***indiqués*** dans le présent règlement. En particulier, l’autorité d’exécution ***pourrait décider*** de ne pas reconnaître ni d’exécuter une décision de confiscation sur la base du principe *non bis in idem*, des droits de toute partie intéressée ou du droit d’assister à son procès. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>13</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 27</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (27) Avant de décider d’appliquer un motif de non-reconnaissance et de non-exécution, il convient que l’autorité d’exécution consulte l’autorité d’émission, afin d’obtenir ***toute information supplémentaire nécessaire***. | (27) Avant de décider d’appliquer un motif de non-reconnaissance et de non-exécution, il convient que l’autorité d’exécution consulte l’autorité d’émission, ***dans les meilleurs délais,*** afin d’obtenir ***les informations supplémentaires nécessaires***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>14</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 29</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (29) L’autorité d’émission devrait être informée ***sans retard de l’impossibilité*** d’exécuter une décision. Cette impossibilité peut résulter du fait que les biens ont déjà été confisqués, ont disparu ou ne peuvent être trouvés au lieu indiqué par l’autorité d’émission, ou que le lieu où se trouvent les biens n’a pas été indiqué d’une manière suffisamment précise. | (29) L’autorité d’émission devrait être informée ***dans les meilleurs délais des raisons pour lesquelles il est impossible*** d’exécuter une décision. Cette impossibilité peut résulter du fait que les biens ont déjà été confisqués, ont disparu ou ne peuvent être trouvés au lieu indiqué par l’autorité d’émission, ou que le lieu où se trouvent les biens n’a pas été indiqué d’une manière suffisamment précise. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>15</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 29 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***(29 bis) Lorsqu’il existe des doutes sur la localisation d’un bien qui fait l’objet d’une décision de confiscation, les États membres utilisent tous les moyens dont ils disposent, y compris les systèmes d’information, pour déterminer l’endroit exact où se situe le bien en question.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>16</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 31</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (31) Une application pratique satisfaisante du présent règlement présuppose une communication étroite entre les autorités nationales compétentes concernées, en particulier dans le cas de l’exécution simultanée d’une décision de confiscation dans plusieurs États membres. Les autorités nationales compétentes devraient donc se consulter ***chaque fois que cela est nécessaire***. | (31) Une application pratique satisfaisante du présent règlement présuppose une communication étroite ***et une coopération optimale*** entre les autorités nationales compétentes concernées, en particulier dans le cas de l’exécution simultanée d’une décision de ***gel ou de*** confiscation dans plusieurs États membres. Les autorités nationales compétentes devraient donc se consulter ***et utiliser les technologies modernes de communication acceptées en vertu des règles de procédure de l’État membre concerné***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>17</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Considérant 34</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (34) Toute partie intéressée, y compris les tiers de bonne foi, devrait pouvoir disposer de voies de recours contre la reconnaissance et l’exécution d’une décision de gel ou de confiscation afin de préserver ses droits, notamment la possibilité effective de contester la décision devant une juridiction ou de faire valoir un titre de propriété ou d’autres droits de propriété conformément à la directive 2014/42/UE.L’action devrait être portée devant une juridiction de l’État d’exécution. | (34) Toute partie intéressée, y compris les tiers de bonne foi, devrait pouvoir disposer de voies de recours contre la reconnaissance et l’exécution d’une décision de gel ou de confiscation afin de préserver ses droits, notamment ***le droit d’accès au dossier et*** la possibilité effective de contester la décision devant une juridiction ou de faire valoir un titre de propriété ou d’autres droits de propriété conformément à la directive 2014/42/UE. L’action devrait être portée devant une juridiction de l’État d’exécution. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>18</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Le présent règlement fixe les règles selon lesquelles un État membre reconnaît et exécute sur son territoire une décision de gel ou de confiscation émise par un autre État membre dans le cadre d’une procédure pénale. | 1. Le présent règlement fixe les règles ***et conditions*** selon lesquelles un État membre reconnaît et exécute sur son territoire une décision de gel ou de confiscation émise par un autre État membre dans le cadre d’une procédure pénale. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>19</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 1 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. Le présent règlement ***n’a pas pour effet de modifier*** l’obligation de respecter les droits et principes juridiques fondamentaux consacrés par l’article 6 du TUE. | 2. Le présent règlement ***ne remet pas en cause*** l’obligation de respecter les droits et principes juridiques fondamentaux consacrés par l’article 6 du TUE ***et par la charte des droits fondamentaux de l’Union européenne***. ***Toute confiscation non fondée sur une condamnation respecte les garanties procédurales prévues par l’article 6 de la CEDH et par l’article 8 de la directive 2014/42/UE.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>20</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 2 – point 3 – partie introductive</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (3) ***«bien»***: ***tout bien quel qu’il soit***, ***corporel*** ou ***incorporel***, ***meuble*** ou ***immeuble***, ***ainsi*** que ***les actes juridiques*** ou ***documents*** attestant ***d’un*** titre ou ***d’un*** droit sur ***ce bien,*** dont l’autorité d’émission estime: | (3) ***«biens»***: ***tous capitaux ou actifs de toute nature***, ***corporels*** ou ***incorporels***, ***meubles*** ou ***immeubles***, ***et droits de propriété limités, de même*** que ***tout document ou instrument juridique, sous quelque forme que ce soit, y compris électronique*** ou ***numérique,*** attestant ***la propriété de ces actifs, et que tout*** titre ou droit sur ***ces biens*** dont l’autorité d’émission estime: |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>21</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 4 – paragraphe 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Une décision de confiscation, ou une copie certifiée conforme de celle-ci, accompagnée du certificat prévu à l’article 7 est transmise directement par l’autorité d’émission à l’autorité d’exécution ou, lorsqu’il y a lieu, à l’autorité centrale visée à l’article 27, paragraphe 2, par tout moyen permettant de laisser une trace écrite et dans des conditions permettant à l’autorité d’exécution d’en établir l’authenticité. | 1. (Ne concerne pas la version française.) |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>22</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 6 – paragraphe 3 – alinéa 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| Lorsque le point b) s’applique, l’autorité d’émission informe ***dès que possible l’autorité d’exécution*** une fois que le risque en question n’existe plus. | Lorsque le point b) s’applique, l’autorité d’émission informe ***l’autorité d’exécution dans les meilleurs délais*** une fois que le risque en question n’existe plus. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>23</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 7 – paragraphe 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. L’autorité d’émission remplit le certificat figurant à l’annexe I, le signe et certifie son contenu comme étant exact et correct. | 1. L’autorité d’émission remplit le certificat figurant à l’annexe I ***dans les meilleurs délais***, le signe et certifie son contenu comme étant exact et correct. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>24</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 7 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. L’autorité d’émission procède à la traduction du certificat dans une langue officielle de l’État d’exécution ou dans toute autre langue indiquée par celui-ci conformément au paragraphe 3. | 2. L’autorité d’émission procède***, dans les meilleurs délais,*** à la traduction du certificat dans une langue officielle de l’État d’exécution ou dans toute autre langue indiquée par celui-ci conformément au paragraphe 3. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>25</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 8 – paragraphe 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. L’autorité d’exécution reconnaît, sans ***qu’aucune*** autre formalité ***ne soit requise***, toute décision de confiscation transmise conformément à l’article 4 et prend les mesures nécessaires à son exécution, de la même manière que pour une décision de confiscation prise par une autorité de l’État d’exécution, à moins que cette autorité ne décide de se prévaloir de l’un des motifs de non-reconnaissance et de non-exécution prévus à l’article 9 ou de l’un des motifs de sursis à l’exécution prévus à l’article 11. | 1. L’autorité d’exécution reconnaît, sans ***aucune*** autre formalité ***et dans les meilleurs délais***, toute décision de confiscation transmise conformément à l’article 4 et prend les mesures nécessaires à son exécution, de la même manière que pour une décision de confiscation prise par une autorité de l’État d’exécution, à moins que cette autorité ne décide de se prévaloir de l’un des motifs de non-reconnaissance et de non-exécution prévus à l’article 9 ou de l’un des motifs de sursis à l’exécution prévus à l’article 11. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>26</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 11 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. L’autorité d’exécution fait rapport sans délai à l’autorité d’émission, par tout moyen permettant de laisser une trace écrite, sur le sursis à l’exécution de la décision, y compris sur les motifs du sursis et, si possible, sur sa durée escomptée. | 2. L’autorité d’exécution fait rapport sans délai à l’autorité d’émission, par tout moyen permettant de laisser une trace écrite, sur le sursis à l’exécution de la décision, y compris sur les motifs du sursis et, si possible, sur sa durée escomptée. ***En cas de sursis accordé en vertu des dispositions du premier paragraphe, point b), et lorsque l’exécution de la décision de confiscation est simultanément exécutée dans plus d’un État membre, l’autorité d’émission formule de nouvelles instructions concernant le montant exact faisant l’objet de la confiscation.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>27</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 12 bis (nouveau)</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
|  | ***Article 12 bis*** |
|  | ***Obligation d’informer les parties intéressées*** |
|  | ***Une fois que la décision de confiscation est exécutée, l’autorité d’exécution informe la personne visée par cette décision ainsi que toute partie intéressée et les tiers de bonne foi.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>28</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 17 – alinéa 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| L’autorité d’exécution reconnaît, sans ***qu’aucune*** autre formalité ***ne soit requise***, toute décision de gel transmise conformément à l’article 14 et prend les mesures nécessaires à son exécution, à moins qu’elle ne décide de se prévaloir de l’un des motifs de non-reconnaissance et de non-exécution prévus à l’article 18 ou de l’un des motifs de sursis à l’exécution prévus à l’article 20. | L’autorité d’exécution reconnaît, sans ***aucune*** autre formalité ***et dans les meilleurs délais***, toute décision de gel transmise conformément à l’article 14 et prend les mesures nécessaires à son exécution, à moins qu’elle ne décide de se prévaloir de l’un des motifs de non-reconnaissance et de non-exécution prévus à l’article 18 ou de l’un des motifs de sursis à l’exécution prévus à l’article 20. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>29</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 18 – paragraphe 1 – point a</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (a) le formulaire prévu à l’article 16 est incomplet ou manifestement incorrect, et n’a pas été rempli après la consultation prévue au paragraphe 2; | (a) le formulaire prévu à l’article 16 ***n’a pas été traduit dans une langue officielle de l’État d’exécution ou*** est incomplet ou manifestement incorrect, et n’a pas été rempli après la consultation prévue au paragraphe 2; |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>30</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 21 – paragraphe 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Sans préjudice de l’article 22, une fois l’exécution achevée, l’autorité d’exécution ***notifie sa décision à*** la personne ***contre laquelle*** la décision de gel ***a été émise***, ainsi ***qu’à*** toute partie intéressée***, y compris les tiers de bonne foi,*** signalée à l’autorité d’exécution conformément à l’article 14, paragraphe 6. | 1. Sans préjudice de l’article 22, une fois l’exécution achevée, l’autorité d’exécution ***en informe immédiatement*** la personne ***visée par*** la décision de gel, ainsi ***que*** toute partie intéressée signalée à l’autorité d’exécution conformément à l’article 14, paragraphe 6***, y compris les tiers de bonne foi***. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>31</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 21 – paragraphe 2</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 2. La notification contient des ***indications précisant, au moins brièvement,*** le motif de la décision de gel, l’autorité ayant émis la décision et les voies de recours existantes prévues par le droit national de l’État d’exécution. | 2. La notification contient des ***informations suffisantes et compréhensibles sur*** le motif de la décision de gel, ***sur*** l’autorité ayant émis la décision et ***sur*** les voies de recours existantes prévues par le droit national de l’État d’exécution. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>32</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 22 – paragraphe 3</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 3. En vue de préserver les enquêtes en cours, l’autorité d’émission peut demander à l’autorité d’exécution de garder confidentielle l’exécution de la décision de gel pendant une durée limitée. | 3. En vue de préserver les enquêtes en cours, l’autorité d’émission peut demander à l’autorité d’exécution de garder confidentielle l’exécution de la décision de gel pendant une durée limitée. ***Lorsque les motifs de cette confidentialité ne sont plus d’application, l’autorité d’émission en informe l’autorité d’exécution.*** |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>33</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 28 – paragraphe 1</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| 1. Si nécessaire, l’autorité d’émission et l’autorité d’exécution se consultent, par tout moyen approprié, en vue de garantir l’application efficiente du présent règlement. | 1. Si nécessaire, l’autorité d’émission et l’autorité d’exécution se consultent, par tout moyen approprié, ***y compris les technologies modernes de communication,*** en vue de garantir l’application efficiente du présent règlement. |

</Amend>

<Amend>Amendement <NumAm>34</NumAm>

<DocAmend>Proposition de règlement</DocAmend>

<Article>Article 31 – paragraphe 2 – point b</Article>

|  |
| --- |
|  |
| Texte proposé par la Commission | Amendement |
| (b) si le montant provenant de l’exécution de la décision de confiscation excède 10 000 EUR, ***50*** % de ce montant sont transférés par l’État d’exécution à l’État d’émission. | (b) si le montant provenant de l’exécution de la décision de confiscation excède 10 000 EUR, ***70***% de ce montant sont transférés par l’État d’exécution à l’État d’émission. |

</Amend></RepeatBlock-Amend>

PROCÉDURE DE LA COMMISSION SAISIE POUR AVIS

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre** | Reconnaissance mutuelle des décisions de gel et de confiscation |
| **Références** | COM(2016)0819 – C8-0002/2017 – 2016/0412(COD) |
| **Commission compétente au fond**       Date de l’annonce en séance | LIBE13.2.2017 |  |  |  |
| **Avis émis par**       Date de l’annonce en séance | JURI13.2.2017 |
| **Rapporteur(e) pour avis**       Date de la nomination | Pavel Svoboda2.2.2017 |
| **Examen en commission** | 19.6.2017 | 7.9.2017 | 10.10.2017 |  |
| **Date de l’adoption** | 21.11.2017 |  |  |  |
| **Résultat du vote final** | +:–:0: | 2400 |
| **Membres présents au moment du vote final** | Max Andersson, Joëlle Bergeron, Marie-Christine Boutonnet, Jean-Marie Cavada, Mady Delvaux, Rosa Estaràs Ferragut, Enrico Gasbarra, Lidia Joanna Geringer de Oedenberg, Sylvia-Yvonne Kaufmann, Gilles Lebreton, António Marinho e Pinto, Jiří Maštálka, Emil Radev, Julia Reda, Evelyn Regner, Pavel Svoboda, József Szájer, Axel Voss, Francis Zammit Dimech, Tadeusz Zwiefka |
| **Suppléants présents au moment du vote final** | Isabella Adinolfi, Daniel Buda, Tiemo Wölken |
| **Suppléants (art. 200, par. 2) présents au moment du vote final** | John Flack, Emma McClarkin |

VOTE FINAL PAR APPEL NOMINAL
EN COMMISSION SAISIE POUR AVIS

|  |  |
| --- | --- |
| **24** | **+** |
| ALDEECREFDDENFGUE/NGLPPES&DVERTS/ALE | Jean-Marie Cavada, António Marinho e PintoJohn Flack, Emma McClarkinIsabella Adinolfi, Joëlle BergeronMarie-Christine Boutonnet, Gilles LebretonJiří MaštálkaDaniel Buda, Rosa Estaràs Ferragut, Emil Radev, Pavel Svoboda, József Szájer, Francis Zammit Dimech, Tadeusz ZwiefkaMady Delvaux, Enrico Gasbarra, Lidia Joanna Geringer de Oedenberg, Sylvia-Yvonne Kaufmann, Evelyn Regner, Tiemo WölkenMax Andersson, Julia Reda |

|  |  |
| --- | --- |
| **0** | **-** |
|  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **0** | **0** |
|  |  |

Légende des signes utilisés:

+ : pour

- : contre

0 : abstention